

**LA MAÇONNERIE  
COMME EXEMPLE DE  
SOCIABILITE URBAINE EN  
PAYS NIÇOIS**

**Yves HIVERT-MESSECA**

En tant qu'institution, c'est-à-dire forme sociale douée de permanence, la franc-maçonnerie dite moderne existe depuis trois siècles<sup>1</sup>. Sa naissance est concomitante avec le développement de la modernité, notamment l'essor du fait urbain. La maçonnerie va donc s'inscrire dans un nouveau réseau de relations sociales. Sa présence (ou son absence), sa force (ou sa faiblesse), dans un terroir, permet ainsi de mieux comprendre ce milieu. Le pays niçois (que nous avons arbitrairement fait coïncider avec l'actuel arrondissement de Nice) en offre un bon exemple. Alors que la franc-maçonnerie connaît un siècle d'or en Provence, en Savoie, en Piémont et en Ligurie, le pays niçois demeure durant tout le XVIIIe siècle, un no'freemason's land. Les quelques loges signalées durant cette période arrivent dans les fourgons des militaires présents dans le pays niçois, pour le défendre ou l'occuper : loge niçoise liée à l'armée gallispane, vers 1744-1755, loge niçoise d'origine française (sans doute clandestine car francophile et pro-révolutionnaire), vers 1791-1792, loge militaire dite La Silencieuse du régiment sarde de la Reine-Infanterie qui stationne à Nice en 1792-1793, et qui initiera quelques aristocrates niçois.

Cette absence de vie maçonnique, en un temps très favorable aux maçons, peut s'expliquer par un faisceau de faits convergents : faiblesse des Lumières, désintérêt des élites sociales, prégnance du catholicisme ultramontain, quasi-monopole associatif des confréries de pénitents. Cependant quelques Niçois seront reçus en loge, mais hors du Comté. Le cas le plus célèbre est celui d'André Masséna, alors adjudant au régiment français du Royal –Italien, « fait maçon » le 13 avril 1784 dans la loge toulonnaise Les Elèves de Minerve.

C'est avec l'occupation française et la formation du premier département des Alpes-Maritimes, que la maçonnerie fait une apparition durable dans le Pays Niçois. En 1796 une loge dite Les Vrais Amis Réunis est érigée à Nice. Il faut noter son caractère « allogène » : neuf membres sur dix sont nés outre-Var. Cet atelier, qui se rattachera en 1801 au Grand Orient de France (GODF) va rapidement prospérer en agrégeant des personnalités révolutionnaires autochtones comme l'ancien député suppléant à la Convention, Bernardin Clérissi ou Louis Romey, maire de Nice, des « capacités » locales comme le peintre Clément Roassal ou le pharmacien Trophyme Vèrany, quelques cidevants comme Joseph Renaud de Falicon, mais surtout des fonctionnaires et des militaires de l'armée d'Italie comme les généraux Jean-Dominique Favereau et Pierre-Dominique Garnier. Cette forte présence « française » explique-t-elle qu'en 1806, une deuxième loge soit fondée à Nice sous le titre de La Parfaite Harmonie ? A la différence de sa sœur aînée, ce nouvel atelier est composée aux deux tiers de négociants niçois comme Charles Astraud, Joseph Avigdor, François Clerissy, Honoré Fortin, Anselme Spinelli, Joseph Verany et Joseph Viterbo. Enfin en 1809, les Alpes-Maritimes compteront un troisième atelier du GODF, sis à Monaco, Les Amis de l'Olivier du Midi, présidé par le colonel P.A. de La Fargue.

La chute de l'Empire et le retour du pays niçois à ses anciens souverains va provoquer la dormition de la franc-maçonnerie niçoise pour quarante-quatre ans.

Avec l'annexion de 1860, commence une deuxième période qui se poursuit jusqu'à nos jours. Elle est marquée par un développement constant de la maçonnerie, dans notre région, malgré la Grande Guerre et la période vichyste. Les transformations économiques, sociales, politiques et culturelles du pays niçois expliquent grandement ce renversement. En 1859, la vie maçonnique reprend discrètement en pays niçois. Ainsi le 15 avril 1860, jour du référendum sur le rattachement du Comté à la France, sous les auspices de la

---

<sup>1</sup> Ce texte est le résumé de l'intervention faite à la journée d'étude de Breil-sur-Roya, le 22 juin 2002. Pour une approche plus complète du phénomène, se reporter à l'ouvrage d'Yves Hivert-Messeca, *La franc-maçonnerie dans les Alpes-Maritimes. Deux siècles de sociabilité urbaine*, Breil-sur-Roya, Les Editions du Cabri, 1997.

deuxième obédience maçonnique française, le Suprême Conseil de France (SCDF), est créée à Nice, une loge n° 154 dite Philanthropie ligurienne. En 1863, le GODF « allume » un atelier niçois, dit La Philosophie Cosmopolite. Enfin en 1869, le SCDF installe à Menton, une loge dite Union et Concorde. Notons que dans l'autre arrondissement du département des Alpes-Maritimes, quatre loges sont fondées sous le Second Empire : L'École des Mœurs (GODF), en 1853, à Cannes, puis Vallauris ; L'École du Progrès (GODF), en 1862, à Antibes, La Nouvelle Amitié (GODF) à Grasse et La Vraie Lumière n° 210 (SCDF), à Cannes. Toutes ces loges se caractérisent par la relative aisance de leurs membres, le subtil mélange entre « autochtones » (un quart) comme le banquier Septime-Nephtali Avigdor, l'hôtelier Pierre Chauvain fils, les frères Edouard et Jules Gilly, le lieutenant Louis Lubonis ou le notaire Joseph Thaon, « français » (une moitié environ) et la forte présence (un quart) d'hivernants aisés britanniques, belges et suisses. Dans la décennie 1860, le pays niçois compte environ 300 maçons, principalement des entrepreneurs, des négociants, des professions libérales, et des militaires. La paysannerie et le monde ouvrier sont totalement absents. Notons cependant que malgré sa composition sociale, la franc-maçonnerie est peu présente dans la vie politique locale. Ces loges sont ainsi devenues l'un des lieux du nouveau réseau de la sociabilité urbaine (et littorale) du pays niçois.

Durant cette période, le plus illustre maçon niçois est Joseph Garibaldi. Le héros des deux mondes avait été initié en 1844, à Montevideo dans une loge « sauvage » puis régularisé dans une loge du GODF, Les Amis de la Patrie. Ensuite, selon l'heureuse expression d'Edward Solper, il est « tacitly » considéré comme maçon. En 1862, il reçoit du Suprême Conseil-Grand Orient d'Italie sis à Palerme, les trente degrés supérieurs « écossais ». En 1864, il accepte la grande-maîtrise du Grand Orient unique d'Italie, fondée à Turin en 1863, mais il quitte cette charge quelques mois plus tard. En 1881, Garibaldi acceptera la grande-maîtrise internationale du Rite de Memphis. Sur le registre de la Philanthropie ligurienne, à la date du 8 mai 1871, il est couché comme apprenti sous le numéro 210 et le matricule 21746. Il va sans dire qu'il s'agit d'une réception ... symbolique. Comme les Niçois, les maçons de Nice ont partagé la fascination de la ville pour son héros. Garibaldi, niçois et maçon, ne pouvait pas ne pas être maçon à Nice, dans la mémoire et l'imaginaire des frères niçois.

Loin de l'épopée garibaldienne, la décennie 1870 donnera un coup d'arrêt à l'essor maçonnique en pays niçois. A Nice, les deux loges se maintiennent, mais leurs effectifs sont divisés par deux. Elles accueillent favorablement la République. Le maçon Pacifique Clérici préside pendant quelques semaines (automne 1870) la commission municipale niçoise tandis que son « frère » M.A. Borniol sera maire de Cannes (mai 1870 - avril 1871). Après les difficultés des années 1870, la maçonnerie niçoise se développe. En 1883, une troisième loge au titre révélateur, La Démocratie (SCDF), est « allumée » à Nice. Nouveaux républicains, les maçons niçois, lors des municipales 1884, se partagent néanmoins, entre le « parti du riz » du frère Alfred Borriglione, maire sortant de Nice et député gambettiste et la liste dite du Comité des Palmiers sur laquelle figurent quatre membres de la loge Philosophie Cosmopolite. Ces tensions vont entraîner une scission au sein de cet atelier et la formation en 1887 d'une quatrième loge niçoise, La France démocratique (GODF), à la fois plus autochtone, plus socialement modeste et plus politiquement avancée que sa « loge-mère ». La décennie suivante, en 1896, le SCDF est contraint de fusionner ses deux loges dans un même atelier dit La Démocratie Philanthropique, mais faute de maçons, ce projet est mort-né et pendant quelques années, le GODF sera la seule obédience présente en pays niçois.

La décennie 1900 sera également la « Belle Epoque » des maçons. En 1906, le GODF « allume » un troisième atelier dit Demos. En 1908, est érigée à Beausoleil, la loge

Hélios (GODF). En 1911, l'obédience maçonnique mixte Le Droit Humain installe à Nice l'atelier n° 37. La même année, la Grande Loge de France (GLDF), héritière du SCDF, érige la loge n° 432 dite Fraternité Cosmopolite (puis) Ecossoise. A la veille de la Grande Guerre, l'arrondissement de Nice compte six loges et environ quatre cents maçons. Cette maçonnerie présente des traits nouveaux. Sa composition sociale s'est un tantinet démocratisée. Les enseignants, les petits et moyens fonctionnaires fournissent la moitié des effectifs. Cependant les loges niçoises, reflet du terroir où elles travaillent, se singularisent par une forte présence des métiers du tourisme (un tiers de l'effectif d'Hélios), de professions libérales (14-18 %), comme les médecins Fernand Barbary, Adolphe Moriset ou Michel Rosanoff, des artistes (8-11 %) comme le peintre Pierre Comba, l'architecte Jules Sioly, le maître luthier Albert Blanqui, le directeur de l'opéra de Nice Baptiste Jauffret ou le baryton Jean-Baptiste Aquistapa et des militaires (5-7 %). Les autochtones représentent un gros tiers des effectifs (tendance à la hausse). Les étrangers sont désormais très majoritairement d'origine italienne. Les loges niçoises s'inscrivent pleinement dans le combat républicain national. Elles oeuvrent fortement pour la démocratisation et la laïcisation de l'enseignement. La Société du Sou des Ecoles Laïques et des colonies scolaires de vacances des Alpes-Maritimes date de 1876. Cependant les loges niçoises se singularisent par leur importante action philanthropique, leurs nombreuses activités festives et leur patriotisme, frontière oblige. Les maçons sont actifs dans la presse et la vie politique locales, même si leur influence ne doit pas être surestimée. Le quotidien antibois, puis niçois Le Phare du Littoral aura pour co-proprétaire le frère Aloys Funel de Clausonne qui rompra avec la maçonnerie pour présider la section locale de la Ligue des Patriotes. Le journal deviendra ensuite l'organe de Honoré Sauvan dont la vie maçonnique se réduit à un long apprentissage buissonnier de cinq ans à la France Démocratique. Alors que L'Eclaireur de Nice sera toujours méfiant, voire hostile envers la franc-maçonnerie, Le Petit Niçois sera considéré comme le quotidien des loges, après son rachat par le frère Alfred Borriiglione, dont la vie maçonnique est plus active que celle de son successeur à la mairie de Nice, Jules Gilly, ex-maçon depuis la chute de l'Empire. Enfin la maçonnerie niçoise est agitée entre une majorité radicalisante et une minorité socialisante où s'illustre le frère Frédéric Stackelberg, membre de Demos de 1907 à 1922.

La Grande Guerre va gravement perturber la vie maçonnique en pays niçois. En 1918, à Nice, la loge mixte n° 37 est en sommeil, La Fraternité Ecossoise en léthargie et les trois loges du GODF, exsangues. De l'avant-guerre, il ne reste qu'une centaine de maçons. Cependant, malgré la montée du courant pacifiste, les loges niçoises sont restées majoritairement fidèles à l'Union sacrée jusqu'à la fin des hostilités.

A la fin du conflit, Nice compte 180 000 habitants. Malgré un taux négatif de croissance naturelle, sa population s'accroît de 63 710 personnes entre 1921 et 1931. La ville s'étend de toutes parts. Le nombre d'abonnés à l'électricité est multiplié par quatre. La taxe de séjour double. Le tourisme d'été progresse. Le nombre annuel de touristes passe de 134 000 (1921-1922) à 304 000 (1929-1930). Les grèves des années 1919-1920 sont oubliées. Si l'inflation et le chômage perdurent, on veut croire au retour de la « Belle Epoque ». Ce dynamisme allait se traduire dans la vie maçonnique. En 1928, après bien des péripéties, la GLDF « allume » un nouvel atelier dit Philanthropie Ecossoise Internationale n° 432. En 1931, l'obédience mixte Le Droit Humain (re)créé un atelier dit Eugène Piron n° 918. La même année, une autre obédience, la Grande Loge Nationale Indépendante et Régulière, installe la loge n° 33 Abbey, composée principalement d'anglo-saxons aisés. L'année suivante, des problèmes internes de la loge n° 432 vont entraîner une scission. La majorité de cet atelier va constituer une nouvelle loge, La Fraternité Internationale Ecossoise, sous les auspices du GODF. Des divergences internes entraîneront sa « démolition » en 1936. Enfin, une autre petite obédience, La Grande Loge

Écossaise Rectifiée fondera à Nice un atelier à l'existence éphémère (1936-1938), Côte d'Azur n° 9. Enfin, à l'est de l'arrondissement, une loge dite Athénée (GODF) verra le jour à Menton, en 1933.

Dans l'entre-deux-guerres, la maçonnerie du pays niçois connaîtra un essor certain jusqu'en 1934. A cette date, elle compte environ 600 maçons. Ensuite, elle déclinera jusqu'à la guerre. Jamais les maçons n'auront été aussi nombreux, pourtant leur influence est bien moindre que dans les décennies précédentes. Cette situation s'explique de diverses manières. D'abord, l'origine sociale des maçons est plus modeste qu'auparavant. Certes les agriculteurs (1 %) et les ouvriers (2 %) sont rares, mais les loges sont composées très majoritairement d'enseignants, de petits fonctionnaires, d'employés du secteur privé, notamment du tourisme. Les professions libérales sont moins présentes (10 %). La spécificité des loges du pays niçois est la présence permanente des professionnels du tourisme avec quatre « groupes » d'égale importance : les propriétaires ou gérants d'hôtels, les cuisiniers et restaurateurs, les employés des jeux et les maîtres d'hôtel. Autre nouveauté, l'arrivée de retraités « allogènes » souvent aisés qui contrebalancent la démocratisation sociale évoquée plus haut. Ensuite, les maçons du pays niçois sont majoritairement radicaux ou socialistes. Ainsi aux législatives de 1932, tous les candidats de la SFIO sont des maçons. Or, radicalisme et socialisme sont très faibles, entre des Droites omniprésentes et souvent antimaçonniques et un parti communiste, très rapidement hégémonique « à gauche ». Enfin, la proximité de l'Italie fasciste mobilise une grande partie de l'énergie des maçons pour aider les antifascistes italiens, maçons ou pas.

La tenue à Nice, les 27 et 28 mai 1939, du congrès national de la Ligue de l'enseignement mobilise les énergies des maçons du pays niçois. La guerre sera déclarée pendant les « vacances maçonniques » de l'été 1939. Assez rapidement, la vie maçonnique reprendra son cours à compter de l'automne, même si elle est totalement marquée par les problèmes liés au conflit. La défaite de mai-juin 1940, l'avènement de Vichy vont conduire à ce que Pierre Chevallier nomme la troisième profanation du Temple. Le 24 septembre 1940, les scellés sont apposés au 8, rue Rancher et le lendemain, au 21, rue Alsace-Lorraine par le juge de paix du canton de Nice-Ouest. Le lendemain, le commissaire de police procédera à l'inventaire des deux locaux maçonniques niçois.

Malgré les persécutions de Vichy, puis de l'occupant allemand, une poignée de maçons, comme Alphonse Lauron, participera, à partir de 1941, à l'organisation et au développement de la résistance dans les Alpes-Maritimes. A la fin de la guerre, plus de deux cents maçons seront « reconnus » comme résistants.

En 1945, commence un long travail de reconstruction qu'il est difficile de décrire faute de documents. En effet, les obédiences maçonniques ouvrent peu, ou pas, leurs archives privées après cette date. Il semble que les loges du pays niçois aient retrouvé leur niveau d'avant-guerre dans les années 1960.

A partir de la décennie 1970, la maçonnerie, en pays niçois plus encore que dans le reste de la France, connaît un essor important qui s'accentue dans les deux décennies suivantes. Ce terroir, autrefois hostile, est donc devenu par un « renversement » socio-économique, politique et culturel, très favorable à la maçonnerie. Aujourd'hui, elle est devenue l'un des éléments essentiels de la sociabilité urbaine de l'ancien Comté. En ce début de XXI<sup>e</sup> siècle, on peut dire, en demeurant prudent, faute de statistiques précises, que Nice est l'une des villes de France les plus « maçonnisées ». Sous réserve d'inventaire, le pays niçois compte environ 100 loges dont 21 pour le GODF, sous la juridiction de douze obédiences, regroupant 4.000 maçon(n)es.